

CONSEIL D'ETAT, SECTION D'ADMINISTRATION.

A R R E T

n° 59.323 du 29 avril 1996

A.66.364/VI-12.962

En cause : **JOST** Ferdinand,
rue Rarmont 37
4990 Lierneux,

contre :

LA POSTE.

LE PRESIDENT DE LA VI^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 27 octobre 1995 par Ferdinand JOST qui demande l'annulation de la décision du 31 août 1995 de M. VERBEEREN, administrateur-directeur de La Poste, refusant d'adapter son ancienneté pécuniaire conformément au nouveau statut pécuniaire en application à La Poste depuis le 1^{er} janvier 1994;

Vu le rapport de M. HERBIGNAT, auditeur au Conseil d'Etat, rédigé sur la base de l'article 93 du règlement général de procédure;

Vu l'ordonnance du 22 mars 1996 ordonnant le dépôt du rapport et convoquant les parties à comparaître le 3 avril 1996 à 11 heures;

Vu la notification de cette ordonnance et du rapport aux parties;

Entendu, en son rapport, M. ANDERSEN, président de chambre;

Entendu, en son avis, M. HERBIGNAT, auditeur;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que l'avis de convocation à l'audience du 3 avril 1996 a été notifié à la partie requérante par pli recommandé à la poste le 26 mars 1996, dont il a été accusé réception le 3 avril 1996; que, par conséquent, ledit pli n'a pas été remis en temps utile à la partie requérante; qu'il y a lieu de rouvrir les débats afin de permettre à la partie requérante d'être valablement convoquée à l'audience,

D E C I D E :

Article 1^{er}.

Les débats sont rouverts.

Article 2.

L'affaire est fixée à l'audience publique du 28 mai 1996 à 10 heures.

Article 3.

Les dépens sont réservés.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique
de la VI^e chambre, le vingt-neuf avril 1900 nonante-six
par :

M. ANDERSEN, président de chambre,
M^{me} MALCORPS, greffier.

Le Greffier,

Le Président,

M. -Chr. MALCORPS.

R. ANDERSEN.